

Des situations se produiront également dans lesquelles il serait fatal pour le Parti Révolutionnaire de lancer de tels mots d'ordres alors que la situation nécessiterait une transition rapide et audacieuse de notre politique, en mettant au premier plan la lutte pour le programme intégral de la révolution prolétarienne; pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

LES DIRECTIONS OUVRIÈRES A L'ETAT PRESENT

Les directions bureaucratiques des organisations ouvrières traditionnelles élaborent leur politique dans le but d'amortir la chute de Franco, en prétendant faire reculer l'histoire à la date du 14 Avril. Cette politique est contraire aux aspirations instinctives de la base. Le malaise de celle-ci se traduit par une grande confusion qui s'accroît dans la mesure où le parti révolutionnaire n'est pas présent.

Dans la CNT le PSOE, dans le Parti Communiste, le POUM les luttes intérieures, les déchirements et les scissions embryonnaires sont à l'ordre du jour.

Tandis que la bureaucratie reformiste s'obstine à vouloir retourner à ses positions de la période de 1931 - 1933, au sein du Parti Socialiste, s'élève la voix des éléments qui rejettent cette politique comme étant insuffisante quoi que ces éléments soient apparemment identifiés au reste du parti, sous le signe de l'opposition aux manœuvres et tentatives d'hégémonie stalinienne, comme l'Union Nationale, dont la présence a renforcé en définitive les reformistes du PSOE.

Le fait que les dirigeants sociaux-démocrates qui dans le passé dirigèrent les différentes tendances se trouvent aujourd'hui d'accords pour suivre une politique de collaboration, ne veut pas dire que les divergences soient liquidées en ce qui concerne la base du parti. L'Opposition à l'Union Nationale de la part de la bureaucratie reformiste, n'est pas tant déterminée par les contradictions sur le plan national, que par celle qui existent entre les impérialismes anglais et américains et l'URSS.

L'antistalinisme qui est commun aux reformistes de toute espèce ne s'appuie pas sur une position révolutionnaire. C'est simplement de l'anticommunisme et par là une prise de position vis à vis de la possibilité d'une agression future de l'impérialisme contre l'URSS.

Les possibilités d'un retour de Prieto au sein du Parti Socialiste en tant que figure conciliatrice et antiproletarienne pourra compter sur l'appui d'impérialisme étranger et d'une partie considérable de la bourgeoisie espagnole. Pour celle-ci, la solution Prieto est en effet une solution pour l'étape qui suivra l'effondrement franquiste. L'anti-stalinisme de Prieto peut faire converger les différents courants du Parti - courants bureaucratiques - et pourra aussi obtenir l'appui des leaders libertaires ainsi que ceux du POUM.

La politique d'Union Nationale développée par le Parti Communiste est placée dans le cadre de la politique pratiquée par Moscou dans les différents pays européens, dont nous avons déjà parlé ici.

Aujourd'hui comme hier, le stalinisme cherche en l'Espagne une alliée de l'URSS. Sa politique d'Union Nationale opposée à celle de la "Junta de Liberation" n'a pas un autre but.

La pression de Londres et de Washington se manifeste autant en Espagne que pour les autres aspects de la politique mondiale. C'est la raison pour laquelle on ne peut pas exclure l'hypothèse de nouveaux tournants reculs et adaptations de la politique stalinienne aux exigences de la politique des impérialistes alliés. (1)

(1) Les faits ont vérifié depuis cette possibilité. Le PC espagnol s'est empressé de dissoudre son "Union Nationale" et de demander son adhésion dans la "Junta Espagnole de Liberation", où les sociaux-démocrates, républicains et "anarchistes" ne sont pas trop empressés de les voir entrer.